

Appel pour soutenir la Grèce qui résiste et sa Commission pour la Vérité sur la Dette publique.
Pour le droit des peuples d'auditer la dette publique.

Aux peuples d'Europe et du monde entier,
À toutes celles et à tous ceux qui rejettent les politiques d'austérité et n'acceptent pas de payer une dette publique qui nous étouffe et qui a été contractée sans nous et contre nous.

Nous, signataires de cet appel, nous nous rangeons au côté du peuple grec qui, par son vote aux élections du 25 Janvier 2015, est le premier en Europe et dans l'hémisphère nord à avoir rejeté les politiques d'austérité appliquées au nom du paiement d'une dette publique contractée par « ceux d'en haut » sans le peuple et contre le peuple. En même temps, nous considérons que la création, à l'initiative de la Présidente du Parlement grec, de la Commission pour la Vérité sur la Dette publique grecque, constitue un événement historique d'une importance capitale, non seulement pour le peuple grec mais aussi pour les peuples d'Europe et du monde entier !

En effet, composée de citoyennes et de citoyens volontaires venus des quatre coins du globe, cette Commission ne va pas manquer de faire des émules dans d'autres pays. D'abord, parce que le problème de la dette constitue un fléau qui sévit presque partout en Europe et dans le monde. Ensuite, parce qu'il y a désormais des millions et des millions de citoyennes et de citoyens qui, à juste titre, posent des questions à la fois élémentaires et fondamentales concernant cette dette :

« Qu'est devenu l'argent des emprunts, à quelles conditions ces emprunts ont-ils été conclus ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, quelle part du principal a déjà été remboursée ? Comment la dette a-t-elle enflé sans que cela profite au peuple ? Quels chemins ont suivi les capitaux ? A quoi ont-ils servi ? Quelle part a été détournée, par qui et comment ?

Et aussi : Qui a emprunté et au nom de qui ? Qui a prêté et quel a été son rôle ? Comment l'État s'est-il trouvé engagé, par quelle décision, prise à quel titre ? Comment des dettes privées sont-elles devenues « publiques » ? Qui a engagé des projets inadaptés, qui a poussé en ce sens, qui en a profité ? Des délits, voire des crimes, ont-ils été commis avec cet argent ? Pourquoi n'établit-on pas les responsabilités civiles, pénales et administratives ? »

Toutes ces questions vont être analysées de manière rigoureuse par la Commission spéciale créée à l'initiative de la Présidente du Parlement hellénique. Cette commission a reçu comme mandat officiel de « rassembler toutes les données en rapport avec l'émergence et l'accroissement démesuré de la dette publique et de les soumettre à un examen scientifique minutieux afin de définir quelle en est la portion qui peut être identifiée comme dette illégitime ou illégale ou odieuse ou insoutenable, cela tant pendant la période des Mémoires, de mai 2010 à janvier 2015, qu'au cours des années précédentes. Elle doit aussi publier des informations précises, accessibles à tous les citoyens, étayer les déclarations publiques, susciter la prise de conscience de la population grecque, de la communauté internationale, de l'opinion publique internationale, et enfin rédiger des arguments

et des demandes relatifs à l'annulation de la dette. »

Nous considérons que c'est le droit démocratique le plus élémentaire de tout citoyen de demander et d'obtenir des réponses claires et précises à toutes ces questions. Nous considérons aussi que refuser d'y répondre constitue un déni de démocratie et un refus de transparence de la part de ceux d'en haut qui ont inventé et utilisent le « système-dette » afin de rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Plus grave encore : nous considérons qu'en gardant jalousement pour eux le monopole de décider du sort de la société, ceux d'en haut privent l'écrasante majorité des citoyennes et des citoyens non seulement du droit de décider, mais surtout du droit de prendre entre leurs mains leurs destinées ainsi que les destinées de l'humanité !

C'est pourquoi, dans cette situation d'urgence nous lançons à toutes les citoyennes et à tous les citoyens, aux mouvements sociaux, aux réseaux et mouvements écologiques et féministes, aux syndicats de travailleurs et aux formations politiques qui ne se reconnaissent pas dans cette Europe néolibérale et de moins en démocratique et humaine, l'appel urgent suivant :

Exprimez votre solidarité à cette Grèce qui résiste en soutenant maintenant et en actes la Commission pour la Vérité sur la Dette publique grecque et son travail d'identification de la partie illégale, illégitime, odieuse et/ou insoutenable de cette dette.

Défendez-la contre les attaques indignes dont elle fait l'objet de la part de tous ceux qui, en Grèce et dans le monde, ont intérêt à garder bien cachée la vérité sur le « système-dette ».

Participez activement aux processus d'audit citoyen de la dette qui sont en train de se développer partout en Europe et ailleurs.

Partagez en réseau votre soutien et votre solidarité, car seuls ce soutien et cette solidarité internationale sont en mesure de contrecarrer le plan des puissants d'asphyxier la Grèce qui lutte contre nos ennemis communs : les politiques d'austérité et la dette qui nous étranglent !

Face à un adversaire expérimenté, uni, bien coordonné, armé de pouvoirs exorbitants et surtout décidé à mener jusqu'au bout son offensive contre nous tous et toutes qui constituons l'écrasante majorité de nos sociétés, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de résister séparément, chacun dans notre coin.

Unissons donc nos forces dans un vaste mouvement de solidarité avec la Grèce qui résiste et apportons notre soutien à la Commission pour la Vérité sur la Dette publique grecque, en multipliant de telles commissions d'audit de la dette partout où cela est possible.

La lutte du peuple grec est notre lutte et sa victoire sera notre victoire car seule notre union fait notre force.

Pour signer, cliquez ici: GreekDebtTruthCommission.org